

*Loi sur les prêts
aux petites entreprises*

**Rapport annuel sur les activités pour la période
de 12 mois se terminant le 31 mars 1993**

Son Excellence le Très honorable Ramon John Hnatyshyn, C.P., C.C., C.M.M., C.D., C.R.
Gouverneur général et Commandant en chef du Canada
Résidence du Gouverneur général
1, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0A1

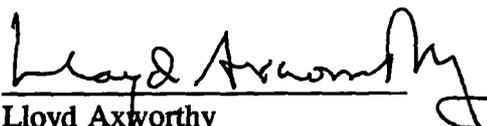
Votre Excellence,

Conformément aux dispositions de l'article 11 de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, nous avons l'honneur de présenter à Votre Excellence le rapport sur l'application de cette Loi pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1993.

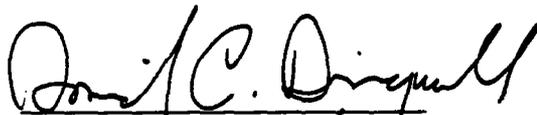
Nous vous prions d'agréer, Votre Excellence, nos respectueuses salutations.



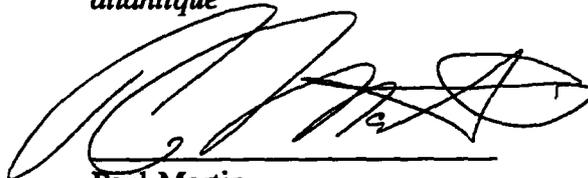
John Manley
Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la
Technologie



Lloyd Axworthy
Ministre de la Diversification de l'économie de
l'Ouest canadien



David Dingwall
Ministre chargé de l'application de la *Loi sur
l'Agence de promotion économique du Canada
atlantique*



Paul Martin
Ministre chargé de l'application du *Bureau fédéral
du développement régional - Québec*

Table des matières

Introduction	1
Historique	1
Les prêteurs autorisés	2
Les emprunteurs admissibles	2
Les résultats d'exploitation	2
Années d'activité des petites entreprises emprunteuses	3
Emploi dans les petites entreprises emprunteuses	3
Événements subséquents	4

Remarque: Le 1^{er} avril 1993, une LPPE révisée est entrée en vigueur, comportant des changements notables.

Tableaux

Changements en 1993	1
Résumé des activités	2
Sommaire des créances payées, recouvrements et droits	3
"Prêts destinés à l'amélioration d'entreprises" (PAE) versés, remboursements effectués et solde impayé du capital	4
- PAE par type d'établissement de prêts et par province, 1993 . . .	5a
- PAE par type d'établissement de prêts et par province, 1992 . . .	5b
Remarque: Comparaison entre 1992 et 1993 peut être faite en utilisant tableaux 5a et 5b	
PAE par type d'entreprises commerciales et par province	6

Introduction

Le présent rapport annuel sur les activités reliées à la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* (LPPE) est déposé par quatre ministres pour les raisons suivantes. Le programme d'application de la LPPE est un exemple exceptionnel de collaboration entre les organismes gouvernementaux de développement et entre les secteurs privé et public. Alors que la collaboration avec les 1 200 institutions prêteuses du Canada au cours des 30 dernières années est indiquée au tableau 5a, celle qui a lieu entre les organismes fédéraux de développement est mise en lumière ci-après.

1. Le 5 juin 1987, le ministre responsable de la *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique* était nommé ministre chargé de l'application de la LPPE pour les petites entreprises installées au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve.
2. Le 4 août 1987, le ministre responsable de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été nommé ministre chargé de l'application de la LPPE pour les petites entreprises installées au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique.
3. Le 13 juin 1991, le ministre chargé du Bureau fédéral du développement régional - Québec est devenu, pour l'application de la LPPE, le ministre responsable pour les petites entreprises installées au Québec.
4. Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie demeure le ministre chargé de l'application de la LPPE pour les petites entreprises installées en Ontario ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Il demeure également le ministre chargé de l'application de tous les autres aspects de la LPPE.

Historique

Cette Loi, en vigueur depuis janvier 1961, vise à accroître la disponibilité des prêts ayant pour objet l'établissement, la rénovation, la modernisation et l'amélioration des actifs, incluant terrain, bâtisses et équipement, mais ne prévoit aucun prêt pour les besoins autres que les immobilisations, comme les prêts visant à renouveler les stocks, à répondre aux besoins de fonds de roulement, à partager les frais d'achat ou à refinancer les dettes existantes. Les prêts effectués en vertu de la LPPE sont appelés "prêts destinés à l'amélioration d'entreprises" (PAE).

En vertu de la LPPE, le Ministre est tenu de payer à un prêteur autorisé 85 p. 100 de toute perte qu'a subie le prêteur par suite d'un prêt destiné à l'amélioration d'entreprises si ce prêt a été contracté après le 31 mars 1985, et ce, à condition que le prêteur ait prouvé qu'il avait besoin d'être dédommagé de ces prêts et que les dispositions de la LPPE aient été respectées. Les principales exigences portent sur l'admissibilité de l'emprunteur en tant que petite entreprise désignée, les motifs admissibles justifiant l'attribution d'un prêt, le montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur à quelque moment que ce soit, la période de remboursement maximum, le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu de l'emprunteur et les garanties minima à prendre.

Les prêteurs autorisés

Depuis la promulgation de la LPPE en 1961, toutes les banques dotées d'une charte en vertu de la *Loi sur les banques* sont, de ce fait, désignées comme établissements de crédit. Par suite des changements effectués en mars 1970, les dispositions de la LPPE ont été élargies pour englober les coopératives de crédit, les caisses populaires et toutes les autres sociétés coopératives de crédit ainsi que les sociétés de fiducie, les compagnies d'assurances et de prêt qui, sur demande, sont désignées par le Ministre comme banques aux termes de la LPPE. En 1974, les succursales du Trésor de l'Alberta ont également été incluses dans cette catégorie.

Les emprunteurs admissibles

Toute entreprise canadienne à but lucratif peut emprunter aux termes de la LPPE à la condition que ses recettes brutes estimatives totalisent au plus 2 millions de dollars pendant l'année où la demande est faite. Les petites entreprises canadiennes, en majeure partie, peuvent avoir recours à la LPPE si elles sont à but lucratif et si elles oeuvrent dans les domaines des communications, de la construction, de la pêche, de la fabrication, du commerce de détail, du transport, du commerce en gros ou dans la prestation de services. Voir au tableau 1 les entreprises qui ne sont pas admissibles à une aide aux termes de la LPPE.

Les résultats d'exploitation

Pendant l'exercice financier se terminant le 31 mars 1993, (voir tableau 2), 13 092 PAE ont été consentis, représentant un total de 498 786 908 \$, ce qui porte le montant versé au cours des 31 dernières années à 9 milliards de dollars. La moyenne des PAE est passée de 37 669 \$ à 38 098 \$ pendant la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1993. Le solde impayé du capital au 31 mars 1993 (voir tableau 4) était de 1 092 661 719 \$. Le passif éventuel du Ministre par rapport à ce total est de 491 millions de dollars.

De la valeur financière des prêts consentis pendant la période à l'étude, 368,7 millions de dollars, ou 74,2 p. 100, ont servi à financer l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'**outillage**; 130,1 millions de dollars, ou 25,8 p. 100, ont servi à financer la rénovation, l'amélioration, la modernisation, l'agrandissement, la construction et/ou l'achat de **locaux** et à financer l'achat de **terrains**.

Comme par les années passées, les **entreprises de services** (voir tableau 6) ont profité plus que les autres des facilités d'emprunt aux termes de la LPPE et, pour la période de 12 mois à l'étude, ont reçu 219.8 millions de dollars, ou 44.1 p. 100 du total des prêts. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 116.1 millions de dollars, ou 23.3 p. 100; le secteur des **transports**, avec 68.6 millions de dollars, ou 13.7 p. 100; les **entreprises de fabrication**, avec 40 millions de dollars, ou 8 p. 100; les entreprises de construction, avec 31.4 millions de dollars, ou 6.3 p. 100; les **établissements de vente en gros**, avec 12.9 millions de dollars, ou 2.6 p. 100; la **pêche** avec 5.9 millions de dollars, ou 1.2 p. 100; et le secteur des **communications**, avec 4.1 millions de dollars, ou 0.8 p. 100.

Années d'activité des petites entreprises emprunteuses

Depuis le 2 novembre 1987, les prêteurs sont tenus d'indiquer dans la demande de prêt le nombre d'années d'activité d'une entreprises ayant bénéficié d'un PAE consenti en vertu de la LPPE.

Année Financière	Années d'activité de l'entreprise				Sous-Total	Plus de 3 ans	Total
	Démarrage	1re année	2e année	3e année			
1988/89	6 987 39.4%	1 227 6.9%	1 424 8%	1 107 6.2%	10 745 60.5%	7 013 39.5%	17 758 100%
1989/90	5 293 38.3%	940 6.8%	1 064 7.7%	921 6.7%	8 218 59.5%	5 585 40.5%	13 803 100%
1990/91	4 254 40%	700 6.6%	710 6.7%	644 6.1%	6 308 59.4%	4 316 40.6%	10 624 100%
1991/92	3 921 37.3%	658 6.3%	682 6.5%	660 6.3%	5 921 56.4%	4 567 43.6%	10 488 100%
1992/93	4 806 36.7%	828 6.3%	809 6.2%	836 6.4%	7 279 55.6%	5 813 44.4%	13 092 100%

Ces statistiques prouvent que les entreprises en phase de démarrage et les entreprises à l'étape de la formation sont les bénéficiaires de la majorité des prêts consentis aux termes de la LPPE.

Emploi dans les petites entreprises emprunteuses

Les statistiques sur l'emploi sont également fournies par les prêteurs, tel qu'indiqué dans la demande de prêt, pour les prêts qu'ils ont consentis aux termes de la LPPE depuis novembre 1987. Le tableau suivant présente ces statistiques sur l'emploi et tous les nombres sont tels qu'enregistrés par les prêteurs.

Année Financière	Entreprises	Nombre d'employés	Moyenne d'emplois par entreprise	Nombre d'employés additionnels	
				Total	Par entreprise
1988/89	17 758	83 678	4,7	37 290	2,1
1989/90	13 803	63 125	4,6	36 963	2,7
1990/91	10 624	50 433	4,7	25 549	2,4
1991/92	10 488	47 910	4,6	25 250	2,4
1992/93	13 092	58 064	4,4	23 928	1,8

En comparaison des coûts nets des créances payées de 40 \$ millions, ce coût estimatif par emploi additionnel créé (24 000) soutient la comparaison avec d'autres programmes de création directe d'emplois.

Événements subséquents

Le 1^{er} avril 1993, une Loi révisée est entrée en vigueur, comportant des changements notables. Ceux qui ont trait au présent rapport sont indiqués dans le tableau 1 : Aperçu des changements apportés en 1993.

Pour toute question concernant le rapport annuel ou un aspect quelconque du Programme, s'adresser à:

*Directeur
Administration des prêts aux petites entreprises
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario)
K1A 0H5*

Aperçu des changements		
Item	Avant le 1 ^{er} Avril 1993	A compter du 1 ^{er} avril 1993
Taille maximum de l'entreprise	Revenu annuel de 2 000 000 \$	Revenu annuel de 5 000 000 \$
Montant maximum d'un prêt	100 000 \$	250 000 \$
Taux d'intérêt - variable - fixe	Taux préférentiel + 1 % prohibé	Taux préférentiel + 1 3/4 % Le taux d'un prêt hypothécaire d'une durée comparable + 1 3/4 %
Frais gouvernementaux initiaux	1 %	2 % pouvant être ajouté au prêt
Refinancement	Prohibé	Pour acquisitions d'immobilisations au cours des 180 jours antérieurs
Pourcentage de financement permis	80 % pour l'outillage 90 % pour terrains et locaux	100 % du coût d'actifs acquis avant le 31 décembre 1995 et 90 % par la suite
Garantie gouvernementale	85 % de la perte	90 % de toute perte subie suite à un prêt accordé après le 31 mars 1993 et avant le 1 ^{er} janvier 1996 et 85 % par la suite.
Délai de remboursement de prêts	10 ans	10 ans
Entreprises exclues du programme	Finance, assurance, immobilier, profession, mines et carrières, pétrole, gaz naturel, entreprises agricoles et entreprises à but non lucratif	Entreprises agricoles et entreprises à but non lucratif
Catégories de prêts	Terrains Locaux Outillage mobile Outillage fixe	Terrains Locaux Matériel Frais

Tableau 2

Résumé des activités - Ensemble du Programme

Période	Prêts consentis à l'amélioration d'entreprises (PAE)		Moyenne des PAE \$	Créances payées	
	Nombre	Montant \$		Nombre	Montant \$
12 mois terminés le 31 décembre					
1961-1969	20 865	195 424 436	9 366	142	873 289
1970	1 367	13 772 340	10 075	27	148 649
1971	2 138	22 361 763	10 459	20	71 329
1972	2 860	28 453 509	9 949	21	125 955
1973	3 149	32 068 566	10 184	17	112 178
1974	2 947	37 241 269	12 637	37	239 175
1975	4 835	82 003 157	16 960	35	237 093
1976	5 106	91 893 663	17 997	42	231 896
1977	5 001	99 636 016	19 923	72	632 794
1978	7 321	176 760 504	24 144	122	1 380 584
1979	10 821	268 770 603	24 837	152	1 788 619
1980	16 829	421 402 955	25 040	242	3 825 688
1981	17 544	522 475 588	29 780	390	6 761 102
1982	17 378	450 871 284	25 944	561	11 705 508
1983	26 493	713 248 686	26 922	998	22 283 733
3 mois terminés le 31 mars					
1984	7 590	210 895 467	27 785	368	10 724 817
12 mois terminés le 31 mars					
1985	34 741	1 006 033 478	28 958	1 533	29 079 005
1986	23 586	737 223 434	31 256	1 884	44 429 322
1987	21 143	709 537 242	33 558	1 524	37 066 765
1988	18 665	683 990 962	36 645	1 457	35 052 253
1989	17 758	682 893 862	38 455	1 436	32 345 578
1990	13 803	539 505 804	39 086	1 224	32 951 533
1991	10 624	413 583 513	38 929	1 556	33 233 302
1992	10 488	395 080 450	37 669	1 927	45 924 377
1993	13 092	498 786 908	38 098	1 826	45 182 427
Total	316 144	9 033 897 459	28 164	17 613	396 406 971

- Remarque : 1) Après l'année civile se terminant le 31 décembre 1983, la période à l'étude a été modifiée pour coïncider avec la fin de l'année financière du gouvernement, le 31 mars.
- 2) Les données sur les "prêts consentis" et la "moyenne des prêts" pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1993 et antérieurement peuvent être différentes de celles qui figurent dans les rapports annuels précédents, en raison de l'enregistrement tardif des PAE de la part des prêteurs.

Tableau 3

Sommaires des créances payées, recouvrements et droits

Période	Créances payées				Recouvrements de créances des années antérieures \$	Créances payées moins tous les recouvrements \$	Recettes des droits de % \$	Créances payées moins les recouvrements et moins 1% des droits \$
	Nombre	Montant brut \$	Recouvrements \$	Montant Brut * \$				
12 mois terminés le 31 décembre								
1961-1969	142	873 289	-	873 289	(2 386)	870 903	-	870 903
1970	27	148 649	-	148 649	(16 789)	131 860	-	131 860
1971	20	71 329	-	71 329	(4 829)	66 500	-	66 500
1972	21	125 955	-	125 955	(13 028)	112 927	-	112 927
1973	17	112 178	-	112 178	(13 379)	98 799	-	98 799
1974	37	239 175	-	239 175	(8 615)	230 560	-	230 560
1975	35	237 093	-	237 093	(4 323)	232 770	-	232 770
1976	42	231 896	-	231 896	(17 051)	214 845	-	214 845
1977	72	632 794	-	632 794	(7 287)	625 507	-	625 507
1978	122	1 380 584	-	1 380 584	(13 808)	1 366 776	-	1 366 776
1979	152	1 788 619	-	1 788 619	(51 663)	1 736 956	-	1 736 956
1980	242	3 825 688	-	3 825 688	(62 036)	3 763 652	-	3 763 652
1981	390	6 761 102	-	6 761 102	(88 662)	6 672 440	-	6 672 440
1982	561	11 705 508	-	11 705 508	(63 385)	11 642 123	-	11 642 123
1983	998	22 283 733	-	22 283 733	(178 500)	22 105 233	-	22 105 233
3 mois terminés le 31 mars 1984	368	10 724 817		10 724 817	(44 625)	10 680 192		10 680 192
12 mois terminés le 31 mars								
1985	1 533	29 079 005	-	29 079 005	(670 000)	28 409 005	-	28 409 005
1986	1 884	44 450 775	(21 453)	44 429 322	(592 178)	43 837 144	(7 101 331)	36 735 813
1987	1 524	37 331 898	(265 133)	37 066 765	(507 944)	36 558 821	(7 172 167)	29 386 654
1988	1 457	35 379 304	(327 051)	35 052 253	(1 102 547)	33 949 706	(6 639 065)	27 310 641
1989	1 436	32 675 582	(330 004)	32 345 578	(1 004 661)	31 340 917	(6 887 911)	24 453 006
1990	1 224	33 562 975	(611 442)	32 951 533	(1 364 747)	31 586 786	(5 545 077)	26 041 709
1991	1 556	33 600 015	(366 713)	33 233 302	(1 729 656)	31 503 646	(4 179 079)	27 324 567
1992	1 927	46 424 478	(500 101)	45 924 377	(1 655 259)	44 269 118	(3 931 474)	40 337 644
1993	1 826	45 939 762	(757 335)	45 182 427	(1 733 998)	43 448 429	(4 755 772)	38 692 657
Total	17 613	399 586 203	(3 179 232)	*396 406 971	(10 951 356)	385 435 615	(46 211 876)	339 243 739

* Correspond au montant du tableau 2

Tableau 4

PAE versés, remboursements effectués et solde impayé du capital

Périodes	Prêts consentis \$	Remboursements \$	* Solde impayé du capital au 31 mars 1993 \$
Période 1: 19 janvier, 1961 - 31 décembre 1963	74 549 220	74 549 220	-
Période 2: 1 ^{er} janvier 1964 - 31 décembre 1966	72 662 656	72 662 656	-
Période 3: 1 ^{er} janvier 1967 - 31 décembre 1969	48 212 560	48 212 560	-
Période 4: 1 ^{er} janvier 1970 - 30 juin 1971	23 140 841	23 140 841	-
Période 5: 1 ^{er} juillet 1971 - 30 juin 1974	86 924 604	86 924 604	-
Période 6: 1 ^{er} juillet 1974 - 30 juin 1977	241 496 183	241 496 183	-
Sous-total 19 janvier 1961 - 30 juin 1977	546 986 064	546 986 064	-
Période 7: 1 ^{er} juillet 1977 - 30 juin 1980	672 547 942	672 463 183	84 759
Période 8: 1 ^{er} juillet 1980 - 31 mars 1983	1 354 152 068	1 353 660 500	491 568
Période 9: 1 ^{er} juillet 1983 - 31 mars 1985	1 799 689 460	1 789 668 615	10 020 845
Période 10: 1 ^{er} avril 1985 - 31 mars 1990	3 353 238 142	3 055 782 419	297 455 723
Période 11: 1 ^{er} avril 1990 - 31 mars 1993	1 307 330 374	522 721 550	784 608 824
Sous-total 1 ^{er} juillet 1977 - 31 mars 1993	8 486 957 986	7 394 296 267	1 092 661 719
Total	9 033 944 050	7 941 282 331	1 092 661 719

* Tel que déclaré par les prêteurs au moment d'aller sous presse.

Tableau 5a

PAE par type d'établissement de prêts et par province
Du 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993

Prêteur	Banque à charte en vertu de la <i>Loi sur les banques</i>		Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit		Sociétés de fiducie, de prêt et d'assurances		Succursales du Trésor de l'Alberta		Total des prêts	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.B.	1 218	48 595 469	123	4 183 221	1	100 000	0	0	1 342	52 878 690
Alberta	1 380	41 836 860	42	1 177 137	0	0	337	13 957 154	1 759	56 971 151
Sask.	677	17 932 418	309	9 678 792	0	0	0	0	986	27 611 210
Manitoba	266	8 407 777	34	1 395 076	0	0	0	0	300	9 802 853
Ouest	3 541	116 772 524	508	16 434 226	1	100 000	337	13 957 154	4 387	147 263 904
Ontario	2 255	96 076 846	14	728 222	24	913 168	0	0	2 293	97 718 236
Québec	2 283	102 707 606	3 145	117 452 410	0	0	0	0	5 428	220 160 016
T.N.-O.	18	1 005 600	0	0	0	0	0	0	18	1 005 600
Yukon	22	747 851	0	0	0	0	0	0	22	747 851
Centre et Nord du Canada	4 578	200 537 903	3 159	118 180 632	24	913 168	0	0	7 761	319 631 703
N.-B.	311	12 704 794	0	0	0	0	0	0	311	12 704 794
N.-É.	305	10 152 494	0	0	0	0	0	0	305	10 152 494
Î.P.-É.	118	3 074 109	0	0	0	0	0	0	118	3 074 109
T.-N.	210	5 959 904	0	0	0	0	0	0	210	5 959 904
Atlantique	944	31 891 301	0	0	0	0	0	0	944	31 891 301
Total	9 063	349 201 728	3 667	134 614 858	25	1 013 168	337	13 957 154	13 092	498 786 908

Tableau 5b

PAE par type d'établissement de prêts et par province
Du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992

Prêteur	Banque à charte en vertu de la Loi sur les banques		Credit unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit		Sociétés de fiducie, de prêts et d'assurances		Succursales du Trésor de l'Alberta		Total des prêts	
	Province	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre
C.B.	1 131	41 447 257	103	3 348 797	1	100 000	0	0	1 235	44 896 054
Alberta	1 261	38 348 557	22	616 953	0	0	137	6 753 854	1 420	45 719 364
Sask.	576	14 578 974	165	4 939 520	5	204 900	0	0	746	19 723 394
Manitoba	212	7 191 368	28	1 040 995	1	100 000	0	0	241	8 332 363
Ouest	3 180	101 566 156	318	9 946 265	7	404 900	137	6 753 854	3 642	118 671 177
Ontario	1 815	78 059 324	7	273 476	52	2 599 540	0	0	1 874	80 932 340
Québec	1 841	83 634 327	2 225	83 523 199	3	112 100	0	0	4 069	167 269 626
T.N.-O.	45	1 751 903	0	0	0	0	0	0	45	1 751 903
Yukon	14	407 772	0	0	0	0	0	0	14	407 772
Centre et Nord du Canada	3 715	163 853 326	2 232	83 796 675	55	2 711 640	0	0	6 002	250 361 642
N.-B.	273	9 869 427	1	14 269	1	45 183	0	0	275	9 928 879
N.-É.	242	7 240 088	0	0	0	0	0	0	242	7 240 088
Î.P.-É.	89	2 816 833	0	0	0	0	0	0	89	2 816 833
T.N.	238	6 061 829	0	0	0	0	0	0	238	6 061 829
Atlantique	842	25 988 178	1	14 269	1	45 183	0	0	844	26 047 630
Total	7 737	291 407 663	2 551	93 757 209	63	3 161 723	137	6 753 854	10 488	395 080 450

Tableau 6

PAE par type d'entreprises commerciales et par province
Du 1^{er} avril 1992 au 31 mars 1993

Entreprises	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce en gros		Total	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	10	252 891	128	4 534 189	33	1 691 670	89	2 738 016	207	8 115 526	598	23 122 029	251	11 569 101	26	855 268	1 342	52 878 690
Alberta	12	345 918	208	5 931 120	1	23 840	68	2 203 942	286	10 983 398	801	25 488 069	348	10 801 775	35	1 193 082	1 759	56 971 151
Sask.	9	190 182	98	2 104 980	0	0	29	622 047	228	6 219 461	462	13 192 191	128	4 425 914	32	856 435	986	27 611 210
Manitoba	2	33 510	28	633 203	0	0	28	824 957	81	3 064 988	109	3 638 905	40	1 283 312	12	323 978	300	9 802 853
Québec	33	822 501	462	13 203 492	34	1 715 510	214	6 388 962	802	28 383 373	1 970	65 441 201	767	28 080 102	103	3 228 763	4 387	147 263 904
Ontario	32	1 165 770	149	5 141 421	1	80 000	208	8 729 659	567	26 789 793	1 070	44 594 258	190	7 931 444	76	3 285 891	2 293	97 718 236
Québec	54	1 821 794	300	10 120 924	15	689 655	579	22 648 346	1 261	54 763 509	2 457	100 272 362	615	24 484 407	147	5 359 019	5 428	220 160 016
T.N.-O.	1	100 000	3	156 500	0	0	1	75 000	4	152 000	5	178 600	3	267 500	1	76 000	18	1 005 600
Yukon	0	0	2	180 000	0	0	0	0	4	171 776	14	348 575	2	47 500	0	0	22	747 851
Centre et Nord du Canada	87	3 087 564	454	15 598 645	16	769 655	788	31 453 005	1 836	81 877 078	3 546	145 393 795	810	32 730 851	224	8 720 910	7 761	319 631 703
N.-B.	0	0	32	1 030 403	19	594 011	21	1 246 018	35	1 363 354	101	3 848 949	94	4 321 729	9	300 330	311	12 704 794
N.-É.	3	167 285	23	679 395	47	1 457 878	15	496 547	66	2 311 815	94	2 829 116	49	1 961 699	8	248 759	305	10 152 494
I.-P.-É.	0	0	6	189 968	49	1 020 215	3	56 716	11	317 828	23	694 182	20	662 302	6	132 898	118	3 074 109
T.-N.	0	0	31	760 890	40	324 115	10	341 340	53	1 817 587	37	1 642 669	30	840 625	9	232 678	210	5 959 904
Atlantique	3	167 285	92	2 660 656	155	3 396 219	49	2 140 621	165	5 810 584	255	9 014 916	193	7 786 355	32	914 665	944	31 891 301
Total	123	4 077 350	1 008	31 462 993	205	5 881 384	1 051	39 982 588	2 803	116 071 035	5 771	219 849 912	1 770	68 597 308	361	12 864 338	13 092	498 786 908

